

Populisme contre autogouvernement

Retour sur le populisme d'Andrew Jackson et réflexion critique sur le « populisme de gauche »

Francis Dupuis-Déri

2019

Autogouvernement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1067412ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1067412ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des littératures de langue française

ISSN

2104-3272 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dupuis-Déri, F. (2019). Populisme contre autogouvernement : retour sur le populisme d'Andrew Jackson et réflexion critique sur le « populisme de gauche ». *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1067412ar>

Résumé de l'article

Le populisme est souvent associé à la revalorisation de la démocratie et même du pouvoir du peuple par des aspirants chefs charismatiques qui prétendent libérer ce peuple du contrôle d'une élite. Or, un retour dans l'histoire des États-Unis révèle qu'Andrew Jackson est non seulement le premier président populiste, mais aussi le premier à s'être prétendu « démocrate » et à avoir associé les élections à la démocratie. La discussion propose de rappeler l'histoire de l'émergence des rhétoriques populiste et démocratique, dans le cadre de luttes électorales pour le pouvoir, et suggère que les forces progressistes ne devraient pas tant développer un « populisme de gauche » que revenir au sens originel du mot « démocratie », à savoir le pouvoir directement exercé du peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est ce que proposent d'ailleurs des mouvements sociaux contemporains, qui pratiquent les assemblées délibératives à l'agora.

Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International (CC BY-SA 4.0) Sens Public, 2019



Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>



Populisme contre autogouvernement

Retour sur le populisme d'Andrew
Jackson et réflexion critique sur le
« populisme de gauche »

Francis Dupuis-Déri

Publié le 20-08-2019

<http://sens-public.org/article1373>



Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International (CC BY-SA
4.0)

Résumé

Le populisme est souvent associé à la revalorisation de la démocratie et même du pouvoir du peuple par des aspirants chefs charismatiques qui prétendent libérer ce peuple du contrôle d'une élite. Or, un retour dans l'histoire des États-Unis révèle qu'Andrew Jackson est non seulement le premier président populiste, mais aussi le premier à s'être prétendu « démocrate » et à avoir associé les élections à la démocratie. La discussion propose de rappeler l'histoire de l'émergence des rhétoriques populiste et démocratique, dans le cadre de luttes électorales pour le pouvoir, et suggère que les forces progressistes ne devraient pas tant développer un « populisme de gauche » que revenir au sens originel du mot « démocratie », à savoir le pouvoir directement exercé du peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est ce que proposent d'ailleurs des mouvements sociaux contemporains, qui pratiquent les assemblées délibératives à l'agora.

Abstract

Populism is often associated with the revalorization of the democracy and even of people power by aspiring and charismatic leaders that purport to free these people from elite control. And yet, to return to this aspect of United States history reveals that Andrew Jackson is not only the first populist president, but also the first “democrat” to associate the elections with democracy. The discussion historically retraces the emergence of populist and democratic rhetoric within the context of electoral struggles for power, and suggests that progressive forces need not necessarily develop a “leftist populism” rather than return to the original meaning of the word “democracy,” that is, the direct power exerted on the people, by the people, for the people. This is what is otherwise proposed by contemporary social movements practicing public deliberative assemblies.

Mot-clés : populisme, démocratie, Andrew Jackson, démocratie directe, agoraphobie politique

Keywords: populism, democracy, Andrew Jackson, direct democracy, political acrophobia

Table des matières

Introduction	4
Populisme	6
Le mot « démocratie »	8
Jackson : le premier populiste	10
Populisme de gauche ?	14
Bibliographie	18

Populisme contre autogouvernement

Francis Dupuis-Déri

Introduction

Les commentaires sur le « populisme » abondent en raison de l'actualité politique en Europe, aux États-Unis (élection de Donald Trump), et ailleurs, comme au Brésil (élection de Jair Bolsonaro) et au Mexique (élection d'Andrés Manuel Lopez Obrador). Le populisme évoque souvent un chef charismatique qui prétend parler au nom du peuple et défendre ses intérêts contre des élites hautaines, mais aussi la possibilité pour le peuple de participer plus directement à la vie politique, par exemple par des référendums d'initiative populaire. Le populisme est souvent associé à des forces plutôt conservatrices et réactionnaires, voire au nationalisme raciste, ou encore aux classes moyennes qui se sentent économiquement et politiquement aliénées. Cela dit, des voix s'élèvent pour proposer un « populisme de gauche » qui permettrait aux élites progressistes de se reconnecter avec le peuple, de retrouver une capacité réelle de mobilisation et de reprendre le pouvoir par les élections.

Suite à l'élection du président Donald Trump aux États-Unis, des textes publiés dans des journaux tels que le *New York Times* et le *Washington Post* ont comparé son populisme à celui du président Andrew Jackson (1829-1837). Le *New York Times* a ainsi publié un texte intitulé « Jackson and Trump : How two populist presidents compare » (Jackson et Trump : comment se comparent deux présidents populistes) (Mary 2017 ; voir aussi Baker 2017). Il s'agit de rappeler que Jackson, comme Trump, prétendait être un *outsider* de l'élite politique professionnelle et déclarait défendre les intérêts du peuple contre une aristocratie politique et financière déconnectée du pays. Jackson a aussi été le premier président qui a redéfini le mot « démocratie » de manière à l'associer au régime électoral, tout en lui conservant son pouvoir d'évoquer

le peuple et ses intérêts. En se disant « démocrate » pendant sa campagne électorale, Jackson laissait entendre qu'il se préoccupait du bien du peuple et même du petit peuple, soit les salariés et les fermiers qu'il appelait le « vrai peuple » (*real people*), les « muscles et les os du pays » de qui dépendait l'économie des États-Unis (Meyers 1971, 202).

La manipulation du vocabulaire politique est ici très importante, car le mot « démocratie » avait jusqu'alors désigné un régime où le peuple se gouverne directement, comme dans la cité d'Athènes. C'est encore le sens qu'avait le mot lors de la guerre pour l'indépendance et le conflit entre Fédéralistes et anti-Fédéralistes, qui a mené à la fondation des États-Unis d'Amérique. Le mot « démocratie » avait alors une connotation très péjorative, évoquant l'irrationalité des foules, le chaos et la violence, voire la guerre civile. Les États-Unis avaient donc été fondés par des politiciens ouvertement antidémocrates, tout comme la République française de l'autre côté de l'Atlantique, à peu près au même moment (Dupuis-Déri 2013).

Jackson a donc réussi une double manipulation du mot. Il lui a attribué un nouveau sens descriptif, à savoir que la démocratie est un régime électoral dirigé par un président et des centaines d'élus, et non plus ce qu'on appelle aujourd'hui une « démocratie *directe* » où le peuple (se) gouverne en s'assemblant dans une agora, pour y délibérer au sujet des affaires communes. Jackson est aussi parvenu à préserver l'évocation du peuple, mais en modifiant le sens normatif du mot « démocratie », qui n'évoquait plus la violence et le chaos mais bien les intérêts légitimes du petit peuple. Ce faisant, Jackson a radicalisé la position de Thomas Jefferson, qui avait fondé le parti « démocratique-républicain ».

La présente discussion sera l'occasion de revenir sur cette confusion entre l'électoralisme, la rhétorique démocratique et le populisme, après avoir rappelé les débats au sujet du concept de « populisme ». La discussion portera principalement sur les États-Unis, pour se terminer par un commentaire plus général et critique sur le « populisme de gauche », pour en souligner le caractère antidémocratique.

Populisme

Les discussions au sujet du « populisme » soulignent souvent qu'il s'agit d'un concept flou qui peut évoquer aussi bien une refondation de la démocratie et du gouvernement par et pour le peuple qu'un coup de force d'un leader charismatique et potentiellement fascisant. Le champ des « études sur le populisme » (*populism studies*) est traversé ou structuré par un ensemble de débats au sujet de questions conceptuelles et analytiques pour déterminer si « populisme » est un concept qui peut être utilisé de manière neutre dans une perspective descriptive, s'il s'agit d'une émotion, d'un discours, d'une idéologie ou d'un phénomène politique associé à la droite, voire au fascisme, si le populisme est similaire ou différent selon les continents (en particulier l'Amérique du Sud et l'Europe), s'il est possible d'en saisir la logique interne à travers l'œuvre de divers philosophes et théoriciens politiques, s'il est imbriqué à d'autres phénomènes, par exemple l'antiféminisme et le racisme des « hommes blancs en colère » (*Angry White Men*). Plusieurs discutent aussi de l'intérêt d'un « populisme de gauche », alors que d'autres y voient une impossibilité logique et politique (au sujet de toutes ces questions, voir, entre autres, Urbinati 1998 ; Canovan 1999 ; Abts et Rummens 2007 ; Aslanidis 2016 ; Ogien et Laugier 2017, 53 et suiv. ; Kimmel 2017, 64 et suiv. ; Mouffe 2018).

En janvier 2015, l'équipe d'étudiantes et d'étudiants du politiste suisse Antoine Chollet proposait d'intéressantes réflexions au sujet du « populisme ». Il s'agissait de rappeler que le « populisme » constituait au départ un courant progressiste. Le terme apparaît en français au début du XX^e siècle pour désigner des phénomènes en Russie et aux États-Unis : dans le premier cas un mouvement espérant le renversement du tsar et le passage du féodalisme au socialisme et, dans le second cas, un mouvement encourageant les coopératives. En Russie, les populistes s'agitaient dès 1860, pour disparaître après l'assassinat du tsar Alexandre II perpétré en 1881 par un petit groupe leur étant associé, Narodnaïa Volia (Volonté du peuple). Aux États-Unis, le populisme était associé au People's Party, issu d'une alliance de fermiers. Ce mouvement espérait émanciper du poids des banques les petits fermiers des plaines et proposait un impôt progressif et la nationalisation des chemins de fer. Selon un leader du People's Party, le gouvernement des États-Unis « n'est plus un gouvernement de, par et pour le peuple, mais de, par et pour Wall

Street » (Jamin 2016, 29). L'équipe de recherche d'Antoine Chollet notait que :

les populistes opposent systématiquement ce peuple qu'ils défendent à un autre groupe. Cette vision polarisée établit la plupart du temps un contraste entre un peuple « d'en bas » et une élite. Ainsi, les populistes russes veulent voir le peuple renverser le pouvoir tsariste, le *People's Party* vitupère contre les capitalistes de la Côte Est, qui contrôlent les banques et les chemins de fer, tandis que les Sud-Américains luttent à la fois contre les grands propriétaires fonciers et contre les capitaux étrangers. (Buclin et al. 2015)

Cette conclusion rappelle celle de Margaret Canovan, auteure du livre *Populism* (1981). Elle soulignait que le discours populiste épingle une élite parasitaire qui regroupe les politiciens professionnels, les bureaucrates, les banquiers et autres spéculateurs, pour l'opposer au peuple qui travaille, veut travailler ou a travaillé. Or les conditions de vie de cette classe laborieuse sont menacées par cette élite qui ne pense qu'à elle. La classe laborieuse nationale peut aussi se sentir menacée par l'immigration, à qui cette élite ouvrirait grand les portes du pays et permettrait ainsi qu'elle s'y installe et prospère aux dépens des locaux (les femmes et le féminisme peuvent aussi être une menace). Parlant au nom de la majorité nationale, le chef (plus rarement la cheffe) populiste se présente comme démocrate, prétendant militer pour redonner au peuple son pouvoir qui lui aurait été dérobé (Canovan 1981, 173). Les populistes critiquent donc le régime électoral dit « représentatif » et prétendent vouloir lui substituer un système plus démocratique, en introduisant par exemple des référendums d'initiative populaire et la révocation des députés, si bien que le populisme est parfois identifié comme un phénomène antipolitique ou antiparlementaire (Derron et al. 2015 ; Rayner 2017, 62). Au-delà de ces réformes, les chefs populistes se présentent comme l'incarnation du peuple – « je suis le peuple » – et c'est par leur élection que le peuple retrouverait son pouvoir, incarné dans ce nouveau chef qui pense, parle et agit au nom du peuple.

Or n'est-ce pas là, en somme, la logique même du régime électoral à prétention démocratique ?

Le mot « démocratie »

En Occident, le mot « démocratie »¹ a été très peu utilisé pendant deux mille ans, y compris lors de la guerre civile en Angleterre au XVII^e siècle, la guerre d'indépendance des colonies britanniques d'Amérique du Nord et la Révolution française du XVIII^e siècle. Lorsqu'il était utilisé, le mot évoquait la cité antique d'Athènes, soit un régime dont le cœur politique est l'agora où peut s'assembler le peuple pour prendre des décisions collectivement et souverainement, sans chef(s) ni représentant(s). Le mot qualifiait alors un régime considéré comme chaotique et irrationnel, violent et sanguinaire, immoral et dangereux. Personne ne s'identifiait comme « démocrate », les monarchistes accusant les républicains conservateurs et modérés d'être « démocrates », ceux-ci se défendant en accusant les républicains radicaux et les mouvements populaires de prôner la « démocratie ». Bref, le démocrate, c'est l'autre.

Au fil des décennies, il y a bien eu quelques tentatives d'appropriation du terme pour lui attribuer une connotation positive, comme ce fut le cas aux États-Unis avec les Sociétés démocratiques, à la fin du XVIII^e siècle. Mais encore une vingtaine d'années après l'accession à l'indépendance des colonies britanniques d'Amérique du Nord, un patriote célèbre du Massachusetts, Fisher Ames, publiait un livre intitulé *The Danger of American Liberty* (1805). Dans cet ouvrage, le mot « *democracy* » est un repoussoir. L'auteur mentionnait les « démons de la démocratie américaine » et précisait que les « gouvernements purs sont despotiques ; et de tous les despotismes, la démocratie est le plus violent, quoi que le moins durable ». Ames prétendait aussi que « la démocratie est un enfer flamboyant où le remords, l'horreur et la torture sont à la fête » (cité dans Laniel 1995, 66). Son ami James T. Kirkland a ainsi résumé la pensée d'Ames, au sujet de la démocratie :

Monsieur Ames était un républicain déclaré. Il constatait que plusieurs confondaient la république et la démocratie, qu'il considérait comme essentiellement distinctes, voire opposées. Selon lui, la république est un système de gouvernement électif, [...] une démocratie est un système opposé au bien public, car soumis aux passions populaires qui guident les dirigeants. (cité dans Morkell Morantz 1971, 150-51)

1. Je reprends ici des éléments de mon ouvrage *Démocratie : histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France* (2013). Voir aussi Engels (2011).

Il n'est donc pas surprenant que lors de l'élection présidentielle de 1824, les cinq candidats (John Quincy Adams, le gagnant, John C. Calhoun, Henry Clay, William Crawford et Andrew Jackson) se soient déclarés « *Republicans* », même si certains y ajoutaient un qualificatif, comme « *Federal Republican* » ou « *Democratic Republican* ». Quatre ans plus tard, en 1828, Andrew Jackson s'est présenté devant l'électorat comme un « simple démocrate » et il a remporté l'élection présidentielle. Jackson est donc le premier président d'une république moderne à s'être identifié comme « démocrate » et à glorifier la « démocratie » (Nelson 1991, 149).

Il importe de préciser que Jackson et ses amis avaient conscience d'utiliser le mot « *democracy* » à des fins électorales, comme le révèlent des lettres personnelles (Morantz 1971, 158-59 ; Miles 1974, 264). Ce jeu de mots était d'autant plus convaincant que Jackson pouvait se présenter comme un nouveau venu en politique, un *outsider*. Contrairement aux célébrités politiques comme Benjamin Franklin, James Madison et Thomas Jefferson, tous membres de l'élite coloniale formés à l'éducation classique gréco-romaine, Jackson se prétendait issu du petit peuple, au point où ses adversaires l'ont accusé d'être analphabète. Cette attaque fera long feu, puisqu'il gagnait en popularité en s'identifiant comme un simple homme de l'Ouest. En réalité, il s'était engagé à 13 ans dans la guerre d'indépendance, était devenu officier supérieur de l'Armée des États-Unis et avait combattu à ce titre les Britanniques pendant la guerre de 1812, et surtout les « Indiens », puis il avait été avocat et juge au Tennessee (Latner 1979, 5).

Dans son discours démocratique, Jackson épinglait plusieurs ennemis du peuple, véritables parasites politiques et économiques, dont les politiciens qui cherchaient à obtenir des postes dans la capitale fédérale, Washington, et les riches banquiers et patrons des grandes villes de la côte est. Pour les désigner, Jackson parlait d'« aristocratie monétaire », un terme repris par ses alliés (Remini 1981, 129 ; Silbey 1973, 22).

Jackson a également promis à son électorat de procéder à un grand nettoyage à Washington, où la bureaucratie fédérale était contrôlée par une « aristocratie » de politiciens professionnels et de fonctionnaires avaricieux et privilégiés. Il voulait les remplacer par des hommes du peuple, ayant œuvré dans leur localité : « le temps viendra où les postes rentables et honorables de cette nation, à la fois dans les États et au Fédéral, de la présidence au plus petit bureau, seront occupés par des fermiers et des travailleurs manuels de ce

pays » (Ashworth 1983, 12-23 ; voir aussi Meyers 1971, 198 ; et Latner 1979, 59-60). Finalement, il semble que seulement 10% à 20% des postes changeront de titulaire sous la présidence de Jackson, et que les nouveaux venus seront rarement d'extraction modeste. Au-delà de la bureaucratie, Jackson n'envisageait pas sérieusement une transformation en profondeur du processus collectif de prise de décision politique. Il n'était pas question de redonner le pouvoir au peuple et de se débarrasser de la représentation politique (Morone 1990, 88 ; Remini 1981, 192).

Jackson n'a donc pas seulement été le premier candidat à la présidence à se présenter comme démocrate, mais il a aussi été – et tout en même temps – le premier candidat populiste. Il prétendait être issu du peuple, parler au nom du peuple et défendre les intérêts du peuple contre l'élite, mais tout cela pour mieux prendre le pouvoir et le conserver, au nom de la « démocratie ». De plus, la personnalité publique de Jackson était en phase avec le sentiment nationaliste qui se développait alors dans le cadre de la conquête de l'Ouest, à laquelle participaient les petits fermiers indépendants qu'il cherchait à séduire. Ces derniers se targuaient d'un esprit d'indépendance et d'un certain égalitarisme (entre Euro-Américains) (Ashworth 1983, 9 et 237 ; Laniel 1995, 211-22). C'est aussi l'époque où les États de la fédération adoptaient les uns après les autres le suffrage semi-universel pour les mâles euroaméricains, processus donnant lieu à des débats publics qui vont fortifier la rhétorique démocratique (Rodgers 1987, 95 ; Swindler 1979, 8 :371). Le suffrage semi-universel encourageait les politiciens à s'identifier à la « démocratie », puisqu'il y avait de plus en plus d'électeurs des classes populaires sensibles aux références à la démocratie.

Jackson : le premier populiste

Jackson s'inspirait-il de slogans développés par les mouvements populaires ? Apparu en 1814 aux États-Unis, le métier à tisser mécanique a favorisé la massification du salariat dans des manufactures, dont la main-d'œuvre était parfois composée de 90% de femmes. C'est dans ce contexte que des femmes ont dénoncé l'« aristocratie nantie » lors de leur grève à Lowell, au Massachusetts, en 1834 (Zinn 2002, 137). Quant aux petits fermiers des plaines et aux travailleurs manuels de la côte est, ils se sentaient floués par l'« aristocratie financière » des grandes villes.

Dans le camp de Jackson, on suggérait alors que ces « aristocrates » étaient de véritables « criminels » qui contrôlaient le pays et ses institutions pour leurs seuls intérêts personnels. Les journaux ont présenté le combat politique de Jackson contre ses opposants comme une opposition entre la « démocratie » et l'« aristocratie ». Les foules participant aux rassemblements publics de Jackson scandaient le slogan « Démocratie contre aristocratie! » (Remini 1981, 384) En 1828, le *Telegraph* avançait que le parti de Jackson défendait la « grande cause de la majorité contre la minorité, des droits égaux contre des castes privilégiées, de la démocratie contre l'aristocratie » (Nelson 1991, 141). Lors de l'élection présidentielle suivante, en 1832, le *Globe* suggérait que « la cause jacksonienne est celle de la démocratie et du peuple, contre une aristocratie corrompue et perdue » (Remini 1981, 377).

C'est dans ce contexte que l'Écossais Thomas Hamilton a publié, en 1833, son livre *Men and Manners in America*, qui va influencer Karl Marx puisqu'il évoquait une véritable lutte de classe aux États-Unis se traduisant par exemple par une revendication pour une éducation pour les enfants de travailleurs manuels, les *workies* (Rubel 2000, 174-76). Dans les années qui vont suivre, le journal *Vermont Statesman* expliquait à son lectorat que

telle est la nature de l'homme et tel est l'esprit produit par l'inégalité de conditions, qu'une vigilance permanente et un conflit perpétuel sont les seuls moyens par lesquels la DÉMOCRATIE DU NOMBRE peut maintenir son ascendance contre le pouvoir d'un individu et de l'ASSOCIATION DE LA RICHESSE. (Ashworth 1983, 49)

De même, le journal louisianais *Hebdomadal Enquirer* expliquait en 1841 que les plus récentes élections représentaient « un conflit entre la richesse et les droits populaires » (cité dans Ashworth 1983, 49). On discutait alors de l'injustice frappant les petits fermiers sans esclaves qui travaillaient eux-mêmes leur terre et qui avaient bien moins d'influence politique que les propriétaires terriens ayant une centaine d'esclaves à leur service (cité dans Ashworth 1983, 12). Voilà qui rappelle bel et bien les éléments qui structurent la rhétorique populiste d'aujourd'hui.

Considérant le succès de la rhétorique démocratique et populiste de Jackson, il n'est pas étonnant que ses adversaires politiques se soient lentement mais sûrement présentés à leur tour comme démocrates, devant l'électorat.

Le principal parti adverse va prendre le nom Parti Whig, après s'être appelé *National Republicans*, *Republicans* et *Federalists*. Ces changements de noms dénotent l'importance qu'accordaient les politiciens aux étiquettes. Martin Van Buren, successeur de Jackson à la tête du Parti démocrate, ironisait à ce sujet : « J'en viens presque à prendre en pitié les pauvres Whigs. "Démocrates" sera leur prochain nom » (dans Morantz 1971, 243). Le 11 janvier 1839, le *Boston Quarterly Review* suggérait même qu'« [a]ucune proposition qui serait perçue clairement comme antidémocratique n'aurait la moindre chance de succès [électoral]. Tout parti qui serait perçu comme antidémocrate ne pourra espérer s'élever au rang d'une simple minorité. » Dans le journal *The Expositor*, un Démocrate y est même allé d'une envolée très révélatrice, à l'attention des Whigs : « Changez votre nom [...] aussi souvent que vous le profanerez, mais ne nous prenez pas notre nom. [...] Prenez n'importe quel nom, sauf "*Democrat*" [...] le terme "*Democrat*" est à nous. » (dans Morantz 1971, 247) Le mot « *democracy* » était si populaire que plus de 200 journaux l'ont intégré dans leur titre entre 1820 et 1850, alors qu'aucun journal n'avait de référence à la démocratie dans son titre avant 1800 (Morantz 1971, 164-65).

Lors de la Convention nationale de 1840, le parti politique de Jackson, sous la direction de Martin Van Buren, a officiellement adopté le nom de *Democratic Party*, et inscrit la « foi démocratique » dans son programme. Cela n'a pas empêché le candidat du Parti Whig, William Henry Harrison, de se présenter la même année comme le « vrai ami du peuple », buvant du « cidre fort » et vivant dans une « cabane de bois ». Il se distinguait ainsi du candidat démocrate Van Buren, désigné comme un aristocrate, « un roi américain défendu par ses Janissaires » qui se serait arrogé l'étiquette « *democrat* » (Morantz 1971, 256). Dans un discours électoral, Harrison soulignait que « [l]a chose la plus extraordinaire dans cette compétition est que nous nous battons sous la même bannière. Tous ici affirment être Démocrates. La question est donc de savoir qui a le droit à l'appellation de Démocrate » (Morantz 1971, 259). Dans un autre discours, Harrison prétendait qu'à la suite du règne du Parti démocrate, « [l]e Gouvernement est maintenant, en pratique, une monarchie [...] Le pouvoir est le pouvoir, indépendamment du nom par lequel on le nomme. La direction du Gouvernement exerçant un pouvoir monarchique peut être nommée Roi, Empereur ou Imam, il n'en reste pas moins un monarque. » Harrison partageait ensuite une anecdote significative :

Un vieux fermier m'a dit l'autre jour qu'il [...] m'appuierait si seulement j'étais un Démocrate. Mais si j'appuie et fais la promotion des principes démocratiques, qu'importe comment on me nomme ? Cela importe beaucoup, dit-il, vous n'êtes pas du parti Démocratique ! Est-ce que quelque chose peut être plus dommageable que cette tendance de nos institutions, que cet esprit partisan si élevé qui s'intéresse à la part d'ombre et non à la substance des choses ? Rien, rien. *Cette course aux noms* [...] laisse présager des conséquences dangereuses. [...] Le nom ne fait pas le Démocrate. (dans Nelson 1991, 169-74)

« Je suis un démocrate », affirmait Harrison, qui sera élu président des États-Unis. Lors de l'élection présidentielle suivante, en 1844, le candidat Whig Henry Clay a reçu les conseils précieux de Calvin Colton, auteur du livre *Democracy*. Sorte de manuel de combat électoral, l'ouvrage s'ouvrait par le récit d'une discussion entre un Whig et un Démocrate, lors de la campagne de 1840. Ce dernier aurait prétendu que les Démocrates allaient l'emporter, grâce « aux mots Démocratie – Démocrate – et Démocratique. Nous nous fondons tous sur eux, en tant que parti. Aussi longtemps que nous porterons ce nom, vous ne pouvez pas nous battre, mais nous vous battons. » (1973, 89-90) Or, selon Colton, sous le règne des Démocrates, « [l]e peuple a eu sa part, sans aucun doute ; mais seulement pour *faire comme on lui disait de faire* » (1973, 97) et « le Pouvoir d'Un-Homme [le Président des États-Unis] ne peut pas être converti en démocratie, simplement en l'*appelant* démocratie » (1973, 98). Colton était même convaincu que le mot « démocratie » est très efficace pour attirer l'électorat des populations migrantes. Il écrivait ainsi que

tous, ou presque tous, viennent ici pour la *Démocratie* en tant qu'opposition à la *Monarchie*, et ils seront donc *Démocrates*. La plupart d'entre eux ignorent notre langue, [...] et ne connaissent rien des principes qui distinguent les partis politiques ici, mais ils se dirigent principalement en fonction des *noms* que portent les partis. Le parti qui est *nommé* démocratique, si tant est qu'il y en a un, et les voilà qui assurément s'y joignent. (1973, 101)

En résumé, Jackson en premier puis les autres présidents ont réalisé le pouvoir de séduction du mot « *democracy* » en période électorale. Ce mot avait

toujours désigné l'autogouvernement du peuple par le peuple pour le peuple. Or Jackson a si bien manipulé sa définition, qu'il désigne depuis le régime électoral. En conséquence, il faut maintenant qualifier de *directe* la démocratie, pour évoquer un régime où le peuple s'autogouvernerait par des assemblées délibératives à l'agora.

Par ailleurs, le pouvoir de séduction du mot « démocratie » en période électorale relève de la logique même de ce qui est aujourd'hui connu sous le nom de « populisme », à savoir cette capacité à se prétendre être du peuple, à se mettre en scène comme pensant, parlant et agissant pour le peuple. La logique populiste est donc à l'œuvre dans l'opération même qui a consisté à faire croire que le régime électoral est démocratique, que la démocratie et les élections sont une seule et même chose et que le peuple (se) gouverne par des élections, dans la mesure où il se donne comme maître un prétentieux qui feint d'être du peuple, voire d'être le peuple. Toute cette mise en scène et ce coup de force relèvent de l'agoraphobie politique, soit le mépris, la haine ou la peur d'un peuple assemblé à l'agora pour se gouverner directement (Dupuis-Déri 2016). Si certains discours électoraux démocratico-populistes évoquent des procédures participatives, par exemple le référendum d'initiative populaire, l'objectif premier du populiste reste toujours de se faire élire et donc de gouverner le peuple. Pour le dire autrement, un peuple qui s'autogouvernerait véritablement en prenant ses décisions par délibération n'aurait pas besoin d'un sauveur populiste qui le libérerait du joug d'une élite déconnectée ; il serait déjà souverain, réellement.

Populisme de gauche ?

Cette histoire lointaine rappelle que le populisme est une rhétorique que peuvent utiliser aussi bien les conservateurs et les réactionnaires que les progressistes. D'ailleurs, aux États-Unis, plusieurs ont qualifié de « populiste » la candidature pour les présidentielles de 2017 du sénateur du Vermont Bernie Sanders. Membre du Parti démocrate depuis longtemps, il apparaissait néanmoins comme un libre penseur face à Hillary Clinton, associée à l'élite sclérosée du parti (Thomas 2018). Mais ce phénomène dépasse aujourd'hui le cadre des États-Unis, et plusieurs rêvent d'un « populisme de gauche », dont la philosophe politique Chantal Mouffe, proche de Podemos en Espagne. Elle a publié en 2018 un livre intitulé *Pour un populisme de gauche*, véritable

guide philosophico-politique qui fait l'apologie des chefs charismatiques qui sauraient « construire un “nous”, un “peuple” uni contre un adversaire commun : l'oligarchie. » Elle précise :

Cela exige d'établir une chaîne d'équivalences entre les demandes des travailleurs, des immigrés et de la classe moyenne en voie de précarisation, de même qu'entre d'autres demandes démocratiques, comme celles portées par la communauté LGBT. La finalité d'une telle chaîne est de créer une nouvelle hégémonie qui permette de radicaliser la démocratie. (Mouffe 2018, 41)

Mais il est très clair que le projet de Chantal Mouffe s'inscrit dans une logique élitiste, c'est-à-dire qu'il convient de mieux séduire le peuple pour prendre le pouvoir et le gouverner (pour son bien, cela va de soi...) : « [l']objectif d'une stratégie populiste de gauche est de créer une majorité populaire qui puisse accéder au pouvoir et établir une hégémonie progressiste. » (Mouffe 2018, 78) Elle critique donc les récentes expériences populaires de démocratie directe, par exemple *Occupy* et Nuit debout, pour leur manque de direction politique et leur manque de volonté à s'engager dans le processus électoral. Le « populisme de gauche » de Chantal Mouffe fait donc échos à la stratégie électorale d'Andrew Jackson : il faut mieux parler au peuple pour prendre le pouvoir. Pour cela, évoquer la « démocratie » peut être efficace, même s'il n'est question que de jouer le jeu du régime électoral. Selon Chantal Mouffe, c'est ainsi que les forces progressistes peuvent regagner le terrain électoral perdu au profit des forces conservatrices et réactionnaires.

Cela dit, l'ancien électorat populaire des partis progressistes n'est pas passé du côté de l'extrême droite, contrairement à ce qui est si souvent suggéré. Il a plutôt opté pour l'abstention. Voilà la conclusion que tire le politiste Éric Fassin à la suite d'une fine analyse des sondages et des résultats électoraux aux États-Unis et en France. Selon lui, il ne convient donc pas d'adapter une rhétorique calquée sur celle de la droite et de l'extrême droite, par exemple en parlant de la nation, pour récupérer une part de l'électorat nationaliste qui aurait abandonné les partis progressistes. Il faut plutôt convaincre les abstentionnistes de voter.

Il est faux, d'ailleurs, de croire que l'électorat populaire ait délaissé les partis progressistes car il ne se reconnaissait pas dans les discours féministes et multiculturalistes, par exemple. Si l'on considère la dernière élection présiden-

tielle aux États-Unis, les plus éduqués ont eu tendance à voter pour Hillary Clinton, les moins éduqués pour Donald Trump, mais l'électorat pauvre a surtout voté pour Clinton. Les pauvres n'ont donc pas abandonné le Parti démocrate pour voter Trump, comme plusieurs l'ont suggéré pour expliquer la victoire de Trump et l'efficacité de son discours populiste jouant sur le ressentiment des *Angry White Men*.

Mais beaucoup de pauvres n'ont pas voté. Éric Fassin précise d'ailleurs que « les déçus de la social-démocratie ne se jettent pas forcément dans les bras des populistes de droite : le dégoût de la politique les pousse bien davantage vers l'abstention. » (2016) Fassin met donc en garde celles et ceux qui ne réfléchissent aux élections qu'en portant attention à la participation, sans jamais s'intéresser à l'abstention. Selon Fassin, « pour refonder une politique de gauche, mieux vaudrait s'intéresser à l'abstention, qui est un vote de défiance. [...] Il y a là une véritable réserve de voix, à condition, au lieu de les abandonner à l'abstention, de prendre le parti des abstentionnistes. » (2016)

Éric Fassin développe une réflexion originale très intéressante, mais il reste pris dans l'électorisme. Peut-être faut-il plutôt détricoter ce qui a été tricoté, et distinguer le populisme de la démocratie, mais aussi les élections de la démocratie. Il ne s'agit pas ici de prétendre que les abstentionnistes expriment une préférence pour la démocratie (directe), mais de se demander si cette abstention relativement massive du temps présent n'offre pas un potentiel pour revenir à une définition de la démocratie en tant que régime d'agora, et même de revenir à cette pratique. En d'autres mots, pourquoi ne pas voir dans la masse abstentionniste non pas un électorat potentiel, mais possiblement un véritable peuple politique qui pourrait potentiellement participer directement à son autogouvernement, son autogestion. Il est ainsi possible d'avancer un projet philosophique et politique plus porteur et plus en phase avec l'ère du temps, pour les personnes qui ont suivi ou participé aux expériences radicales du mouvement altermondialiste et du mouvement des places (Indigné, *Occupy*, Nuit debout, les Gilets jaunes aux ronds points), etc. En fait, il n'est même pas besoin d'avancer ce projet, ce programme : il s'écrit tout seul, de manière autonome, dans la rue, sur les places.

Malheureusement, le populisme de gauche carbure trop souvent à l'idolâtrie d'un chef (moins souvent d'une cheffe) charismatique, soit Jean-Luc Mélançon en France ou Bernie Sanders aux États-Unis, qui pense, parle et agit au nom du peuple (Ogien et Laugier 2017, 74). C'est ce que révèle cette dé-

claration pour le moins candide de Chantal Mouffe, au sujet de l'expérience de la démocratie directe lors de Nuit debout, à Paris, en 2016 :

Il est rafraîchissant de voir ces jeunes qui se réveillent, mais j'ai néanmoins des réserves. [...] Je crois à la nécessité d'un leader. Il n'y a pas de démocratie sans représentation, car c'est elle qui permet la constitution d'un peuple politique. Il n'y a pas d'abord un peuple qui préexisterait, puis quelqu'un qui viendrait le représenter. C'est en se donnant des représentants qu'un peuple se construit. C'est autour du leader que se cristallise le « nous » (dans Aeschmann 2016 ; voir aussi Mouffe 2018, 85).

Pour qui connaît la philosophie politique moderne, on reconnaît la pensée monarchiste de Thomas Hobbes, pour qui c'est le corps du roi qui incarne et constitue en sujet politique la multitude des sujets. C'est seulement par cette incarnation dans le corps du roi que la multitude devient un sujet politique collectif qui peut exister, penser, parler et agir. Que des progressistes se réapproprient cette logique monarchiste en dit long sur leur projet politique et leur conception à la fois du peuple et de la démocratie.

Dans son obsession du chef et des élections, le populisme de gauche n'hésite pas à faire la leçon aux mouvements sociaux les plus démocratiques, par exemple la tendance anarchisante de l'altermondialisme, *Occupy* et Nuit debout. En ce sens, il participe aussi à la manipulation du mot « démocratie » et de l'idéal démocratique, initiée il y a presque deux siècles par le populiste Andrew Jackson, dans une volonté purement électoraliste.

Pierre-André Taguieff a constaté que le populisme de droite *comme de gauche* prétend servir le vrai peuple, mais toujours aux dépens d'une véritable démocratie (directe), ce qu'il nomme l'« hyperdémocratisme ». Selon Taguieff :

Ce qu'on appelle confusément « populisme » devrait désigner en toute rigueur l'appel au peuple *sans médiations et le rejet des élites dirigeantes* qui confisquent la démocratie, ce qui définit une orientation hyperdémocratique – instrumentalisée souvent par de *nouveaux démagogues de droite ou de gauche* – la mise en scène du populisme en tant qu'ennemi consiste à l'opposer globalement à « la démocratie ». *Les partisans de la démocratie directe, donc*

d'un hyperdémocratisme, sont par là diabolisés en tant qu'ennemis de « la démocratie ». (Je souligne ; 2017, 9)

Le populisme en général et le populisme de gauche en particulier sont donc des formes politiques animées par l'agoraphobie, puisqu'ils ne visent pas l'institution d'un peuple s'autogouvernant dans des assemblées à l'agora. La propagande démocratique ne fait pas le démocrate, la propagande populiste ne fait pas le peuple et la propagande « de gauche » n'assure pas son autonomie.

Bibliographie

Abts, Koen, et Stefan Rummens. 2007. « Populism versus Democracy ». *Political Studies* 55 (2) : 405-24. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.2007.00657.x>.

Aeschimann, Éric. 2016. « Nuit debout et le «refus du leader» : «Occuper une place ne suffit pas» ». *Alternatives et révolutions*. <http://gauchedegauche.canalblog.com/archives/2016/04/23/33705647.html>.

Ashworth, John. 1983. *Agrarians and Aristocrats : Party Political Ideology in the United States, 1837-1846*. Londres : Royal Historical Society.

Aslanidis, Paris. 2016. « Is Populism an Ideology ? A Refutation and a New Perspective ». *Political Studies* 64 (1_suppl) : 88-104. <https://doi.org/10.1111/1467-9248.12224>.

Baker, Peter. 2017. « Jackson and Trump : How Two Populist Presidents Compare ». *The New York Times*, décembre. <https://www.nytimes.com/2017/03/15/us/politics/donald-trump-andrew-jackson.html>.

Buclin, Elise, Vincent Vandierendouck, Thibaut Menoud, Lydia Weyrich, et Marina Ukaj. 2015. « Les premiers populismes ». *Le courrier*, janvier.

Canovan, Margaret. 1981. *Populism*. Première édition. New York : Harcourt Brace Jovanovich.

———. 1999. « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy ». *Political Studies* 47 (1) : 2-16. <https://doi.org/10.1111/1467-9248.00184>.

- Colton, Calvin. 1973. « Democracy ». In *The American Whigs : An Anthology*, édité par Daniel Walker Howe, John Wiley & Sons. New York.
- Derron, Anouk, Walter Ferrari, Léa Laveau, Anela Lebic, et Marc-Olivier Girard. 2015. « Le populisme est-il antidémocratique ? » *Le courrier*, janvier. <https://lecourrier.ch/2015/01/12/le-populisme-est-il-antidemocratique/>.
- Dupuis-Déri, Francis. 2013. *Démocratie : Histoire politique d'un mot aux Etats-Unis et en France*. Montréal : Lux Éditeur.
- . 2016. *La peur du peuple : agoraphobie et agoraphilie politiques*. Humanités. Montréal : Lux Éditeur.
- Engels, Jeremy. 2011. « Demophilia : A Discursive Counter to Demophobia in the Early Republic ». *Quarterly Journal of Speech* 97 (2) : 131-54. <https://doi.org/10.1080/00335630.2011.560178>.
- Fassin, Eric. 2016. « «C'est l'abstention, imbécile!» Les leçons de l'élection de Donald Trump ». *Le Club de Médiapart*. <https://blogs.mediapart.fr/eric-fassin/blog/121116/c-est-l-abstention-imbecile-les-lecons-de-lelection-de-donald-trump>.
- Jamin, Jérôme. 2016. « Idéologies et populisme ». In *L'extrême droite en Europe*, édité par Jérôme Jamin. Bruxelles : Bruylant Edition.
- Kimmel, Michael. 2017. *Angry White Men : American Masculinity at the End of an Era*. Revised edition. New York : Bold Type Books.
- Laniel, Bertlinde. 1995. *Le mot "democracy" et son histoire aux États-Unis de 1780 à 1856*. Saint-Étienne : Publications de l'Université de Saint-Étienne.
- Latner, Richard B. 1979. *The presidency of Andrew Jackson : White House politics, 1829-1837*. First Edition edition. Athens : University of Georgia Press.
- Mary, Jordan. 2017. « Andrew Jackson was a rich populist who bragged and invited scorn. Trump draws new interest in the 7th president. » *Washington Post*, janvier. <https://www.washingtonpost.com/news/post-nation/wp/2017/01/31/andrew-jackson-was-a-rich-populist-who-bragged-and-invited-scorn-trump-is-drawing-new-interest-in-the-7th-president/>.
- Meyers, Marvin. 1971. « The Jacksonian Persuasion ». In *Andrew Jackson : a profile*, édité par Charles Grier Sellers, 1st edition. New York : Hill ; Wang.

- Miles, Edwin A. 1974. « The Young American Nation and the Classical World ». *Journal of the History of Ideas* 35 (2) : 259. <https://doi.org/10.2307/2708761>.
- Morantz, Regina Ann Markell. 1971. « "Democracy" and "republic" in American ideology, 1787-1840 ». Thèse de doctorat, Columbia University.
- Morone, James A. 1990. *The democratic wish : popular participation and the limits of American government*. Michigan : Basic Books.
- Mouffe, Chantal. 2018. *Pour un populisme de gauche*. Paris : Albin Michel. <http://banq.pretnumerique.ca/accueil/isbn/9782226431899>.
- Nelson, Michael. 1991. *Historic documents on presidential elections, 1787-1988*. Washington, D.C. : Congressional Quarterly.
- Ogien, Albert, et Sandra Laugier. 2017. *Antidémocratie*. Paris : La Découverte.
- Rayner, Hervé. 2017. « Le Mouvement 5 étoiles en Italie : un populisme assumé ». *Questions internationales* 83 (janvier) : 44-65. <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/pe000056-le-mouvement-5-etoiles-en-italie-un-populisme-assume-par-herve-rayner>.
- Remini, Robert Vincent. 1981. *Andrew Jackson and the course of American freedom, 1822-1832*. New York : Harper & Row.
- Rodgers, Daniel T. 1987. *Contested truths : keywords in American politics since independence*. New York : Basic Books.
- Rubel, Maximilien. 2000. *Marx : critique du marxisme*. Nouv. éd. Paris : Payot.
- Salmon, Christian. 2017. « Eric Fassin : «La stratégie du populisme sera inefficace» ». *Médiapart*. <https://www.mediapart.fr/journal/france/160417/eric-fassin-la-strategie-du-populisme-sera-inefficace>.
- Silbey, Joel H. 1973. *Political ideology and voting behavior in the age of Jackson*. Interdisciplinary approaches to history series. Englewood Cliffs, N.J. : Prentice-Hall.
- Swindler, William F. 1979. *Sources and documents of United States constitutions*. Vol. 8. Dobbs Ferry, N.Y. : Oceana.

Taguieff, Pierre-André. 2017. « Sous le « populisme » : le nationalisme ». *L'Inconvénient*, n 68 : 8-10. <http://www.erudit.org/en/journals/linconvenient/2017-n68-linconvenient03033/85373ac/>.

Thomas, George. 2018. « Madison and the Perils of Populism ». *National Affairs* 37. <https://www.nationalaffairs.com/publications/detail/madison-and-the-perils-of-populism>.

Urbinati, Nadia. 1998. « Democracy and Populism ». *Constellations* 5 (1) : 110-24. <https://doi.org/10.1111/1467-8675.00080>.

Zinn, Howard. 2002. *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*. Traduit par Frédérique Cotton. Montréal; Paris : Lux; Agone.